

Les prix des carburants : un paramètre clé de l'économie

Les prix des carburants sont un paramètre clé de l'activité économique.

Ils représentent des coûts importants pour les automobilistes ou les transporteurs qui les consomment, mais ils peuvent être source de recettes non négligeables dans les pays où les prix sont taxés... ou source de charges élevées pour les gouvernements qui ont décidé de les subventionner.

Prix et coûts des produits pétroliers

1,60 euro par litre d'essence en Europe début 2014, 0,80 euro aux États-Unis... mais quelques centimes au Venezuela. À Caracas vous faites le plein pour le prix d'un litre en Europe.

Les carburants automobiles, l'électricité et souvent le gaz, voire le charbon, sont subventionnés dans de nombreux pays. On parle de subvention dès que le prix de vente est inférieur au prix de revient. Ainsi, en 2014, le coût d'un litre d'essence est de 80 à 90 centimes d'euros, somme qui couvre le prix du pétrole, les coûts de raffinage et les coûts de distribution. Dans de nombreux pays, les prix à la pompe sont très inférieurs.

Prix de l'essence à la pompe

	US \$ par litre	
	2008	2014
Chine	0,99	1,34
France	1,52	2,02
Allemagne	1,56	2,11
Inde	1,09	1,21
Indonésie	0,50	0,89
Iran	0,10	0,12
Japon	1,42	1,44
Norvège	1,63	2,82
Qatar	0,22	0,24
Russie	0,89	1,12
Arabie Saoudite	0,16	0,20
Sénégal	1,35	1,84
États-Unis	0,56	0,87
Venezuela	0,02	0,03

Source : Global Petroleum Price

Les carburants automobiles

La disparité des prix des carburants est très grande. On peut distinguer grossièrement trois catégories de pays :

- les pays fortement importateurs qui taxent assez lourdement les produits pétroliers pour en limiter la consommation ;
- des pays comme les États-Unis où les taxes sont réduites car l'utilisation de véhicules individuels est une tradition fortement établie. Les États-Unis ont été le premier pays à produire du pétrole et restent de très loin les plus grands consommateurs dans le monde ;
- les pays producteurs où le prix est souvent très bas. Dans beaucoup de ces pays, il paraîtrait anormal au consommateur de payer cher pour un produit qui sort de son sous-sol. Le Venezuela, mais aussi l'Iran, voire d'autres États du Golfe, sont de bons exemples de cette situation.

Les taxes sur les produits finis

Dans la plupart des pays européens mais également dans de nombreux pays (souvent pays importateurs), à travers le monde, les carburants sont lourdement taxés. En France, la TICE (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) – qui a remplacé la Taxe intérieure sur les produits pétroliers – apporte 20 à 25 milliards d'euros chaque année à l'État et représente la cinquième source de revenus (après la TVA, la CSG, l'impôt sur les revenus, l'impôt sur les sociétés) de l'État.

En France, le prix des produits se décompose comme suit (valeur approximative en centimes d'euro par litre en 2014).

	Essence SP95	Gazole
Prix ex-raffinerie	60	60
Coûts de distribution (entre la raffinerie et la station-service)	10	10
TICE	61	44
TVA	26	22
Prix à la pompe	157	136

Les subventions aux produits énergétiques

Les subventions ont un double effet. D'abord elles incitent à une consommation très élevée : ainsi la consommation de pétrole aux États-Unis est le double de ce qu'elle est en Europe (et une très forte part de cette consommation est une consommation de carburant). Plus spectaculaire encore,

la consommation en Arabie Saoudite est de 50 % supérieure à celle de la France pour une population inférieure de plus de 50 %.

Cette forte consommation implique, bien entendu, moins d'exportations et moins de recette pour le pays exportateur. L'effet financier est double pour l'État : plus de dépenses pour financer les subventions et moins de recettes d'exportations.

Les subventions aux produits énergétiques représentent des centaines de milliards de dollars et, dans certains pays, elles peuvent dépasser les budgets de la santé ou de l'éducation.

Gaz, électricité, charbon

Moins spectaculaires mais souvent importantes sont les subventions au gaz ou à l'électricité. Ces subventions ont un but social évident : réduire les prix de produits de toute première nécessité pour la population. Il est cependant intéressant de noter que les pays où les subventions sont les plus élevées pour le gaz sont des pays producteurs : Iran, Russie, Ouzbékistan...

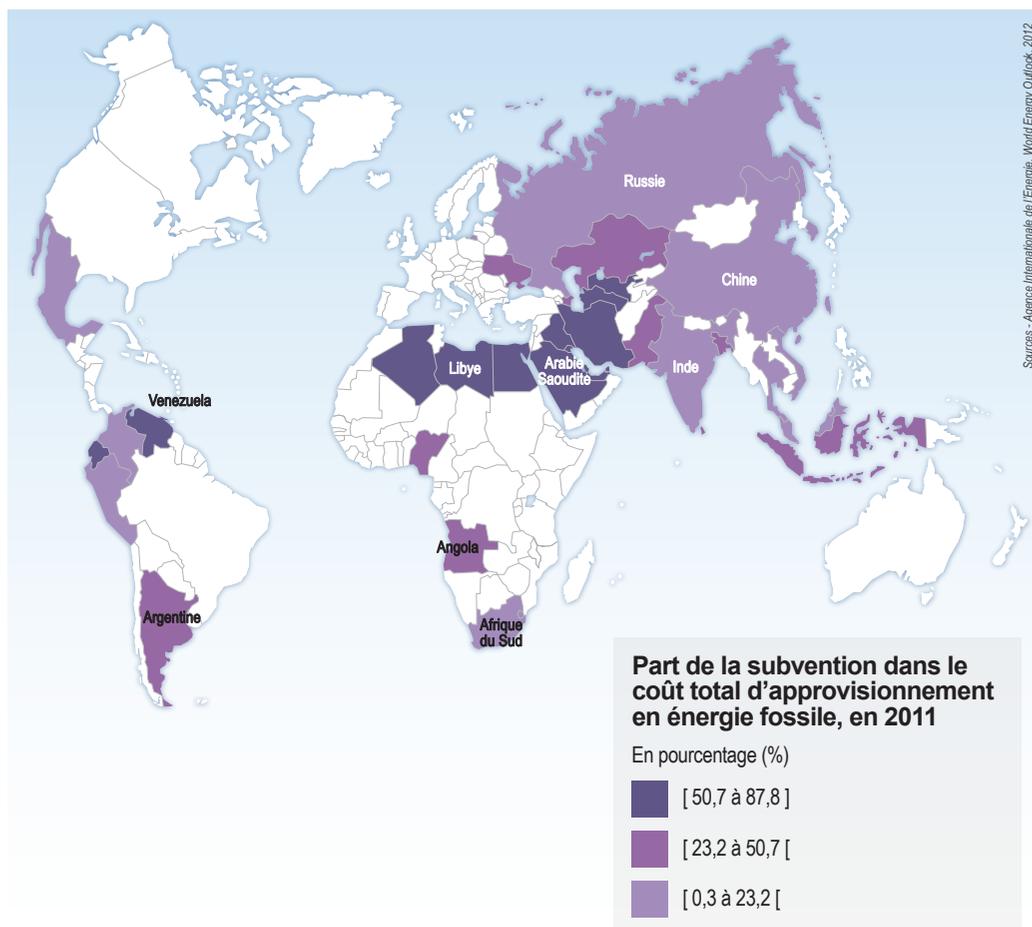
Les subventions pour l'électricité sont assez largement répandues car il s'agit d'un produit essentiel. Mais cette politique peut avoir ses revers. En Afrique, le coût de production est très élevé car les marchés sont limités (la capacité installée au Sénégal est inférieure à 1 000 MW pour une population de 13 millions d'habitants contre près de 100 000 MW en France

pour une population qui n'est que 5 fois supérieure). Or les économies d'échelle jouent en défaveur des centrales au gaz ou au charbon qui permettraient des coûts de production raisonnables. La génération repose donc dans de nombreux pays sur les produits pétroliers qui entraînent un coût très élevé de l'électricité. Or le pouvoir d'achat de la population est très faible.

Comment réduire les subventions ?

La plupart des spécialistes s'accordent pour dénoncer les effets néfastes des subventions. Mais augmenter les prix des carburants, du gaz, voire de l'électricité, pour les rapprocher des coûts réels a des effets sensibles pour la population. Très souvent des décisions gouvernementales dans ce sens entraînent de violentes manifestations de protestation qui peuvent se terminer dans le sang. Ce fut le cas à Caracas au début des années 1990. Plus récemment, en Bolivie, le gouvernement d'Evo Morales dut rapidement retirer les augmentations de prix qu'il avait voulu imposer.

On peut cependant noter que l'Iran a récemment réussi à réduire la charge que représentaient pour l'État les subventions, en décidant d'une allocation par automobiliste à un prix bas, les quantités au-delà de l'allocation étant vendues à un prix plus élevé.



Subventions à la consommation d'énergies fossiles (part du coût total d'approvisionnement) en 2011